

SYNTHESE ET ENJEUX

Un modèle de développement à diversifier

PÉRIGORD
NOIR

Janvier 2019



Un modèle de développement à diversifier

Un vaste territoire, structuré autour du pôle de Sarlat et de 4 pôles secondaires et relativement bien desservi

Le territoire du Périgord Noir, au sud-est du département de la Dordogne, est frontalier de l'agglomération corrézienne de Brive et du département du Lot. Initialement constitué en Pays et aujourd'hui en PETR, il se compose de six intercommunalités : les communautés de communes de Sarlat-Périgord Noir, Vallée de la Dordogne et Forêt Bessède, de Domme-Villefranche du Périgord, de la Vallée de l'Homme du Pays de Fénelon et du Terrassonnais en Périgord Noir-Thenon-Hautefort. Il comprend 141 communes et compte plus de 82 000 habitants. Il se structure principalement autour du pôle d'emploi de Sarlat-la-Canéda (6 800 emplois), également pôle d'équipement de la gamme supérieure, situé au centre, et de quatre pôles secondaires, Terrasson-Lavilledieu (2 800 emplois) et Le Lardin-Saint Lazare (1 500 emplois), au nord-est, Montignac et Le Bugue à l'ouest (1 300 emplois chacun), qui concentrent 29 % de la population du territoire et la moitié des emplois. Quatre de ces pôles, complétés par Saint-Cyprien et Pays-de-Belvès au sud-ouest, animent chacun un bassin de vie en apportant à la population l'accès aux équipements et services les plus courants. Finement maillé par un réseau routier secondaire, le Périgord Noir bénéficie d'une bonne desserte à longue et courte distance : deux axes autoroutiers, l'A89 axe est-ouest qui relie le nord du territoire à Périgueux et Bordeaux, Clermont-Ferrand et Lyon, et l'A20, axe nord-sud qui est proche de la frange Est du territoire ainsi que 3 lignes TER Bordeaux-Bergerac-Sarlat, Périgueux-Agen et Périgueux-Brive. Il se situe également à proximité de l'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne et de la ligne ferroviaire Paris-Toulouse.

Une captation du revenu très dépendante du levier touristique

Le Périgord Noir dispose d'un modèle de développement de type « Touristique » mis en évidence par la surreprésentation d'un seul moteur de développement, les revenus touristiques, dans le processus de captation de revenus en provenance de l'extérieur. Révélateur d'une très forte spécialisation fonctionnelle, il apparaît relativement déséquilibré et porteur de risque en cas de retournement de l'activité touristique

Ce modèle de développement est en effet ici le produit de deux mouvements combinés, l'affaiblissement continu et de long terme des forces productives concurrentielles (industrie et agriculture) et une attractivité touristique croissante du territoire qui génère de plus en plus de retombées localement. Tous deux sont générateurs de difficultés sociales (cf. ci-après). Bien que sous-représentées du fait de l'hypertrophie des revenus touristiques, les pensions de retraite constituent le 2^{ème} levier de captation de revenus pour le territoire en raison d'une accélération du vieillissement de la population locale. En creux, ce modèle interpelle sur deux points : le déficit de captation de revenus productifs exportateurs symptomatique d'un défaut de création de valeur ajoutée, d'une part, et de revenus « pendulaires » (i.e. la masse salariale « importée » par les actifs du territoire qui travaillent en dehors de son périmètre), d'autre part, qui traduit une articulation relativement modérée avec les territoires voisins même si se dessinent des liens relativement privilégiés avec les agglomérations de Périgueux et de Brive.

Ce modèle de développement, bien que déséquilibré, induit globalement une captation de richesses par habitant sensiblement supérieure à la moyenne des territoires de même catégorie (les territoires néo-aquitains au profil mixte urbain-rural). En revanche, la propension à consommer localement plutôt médiocre suggère que les centralités du territoire, et particulièrement le pôle de Sarlat-la-Canéda, assument difficilement leur fonction de pôle de consommation et ont du mal à rivaliser avec les polarités commerciales que sont les CA de Brive et Périgueux. Cette configuration stimule néanmoins relativement bien l'économie présente, segment de l'économie tourné exclusivement vers la satisfaction des populations résidentes et présentes (touristes, résidents secondaires, actifs non-résidents...), pour que la densité en emplois présents demeure supérieure au niveau que l'on observe dans les territoires de la région de même catégorie.



Un modèle de développement à diversifier

Une économie marquée par de profondes mutations

Le tissu économique a subi de profondes mutations au cours des 40 dernières années. Doté d'une forte orientation productive concurrentielle dans le courant des années 70, ce dernier affiche désormais un profil présentiel, même si sa spécialisation reste forte dans diverses activités productives : l'agriculture (notamment la polyculture et le polyélevage), l'industrie du bois-papier-imprimerie et les industries agro-alimentaires notamment. Les activités présentes qui le spécialisent sont attachées à la vocation touristique du territoire (arts-spectacles-activités récréatives, hébergement-restauration), et relèvent aussi de l'hébergement médico-social-action sociale et de la construction. Le changement prononcé d'orientation économique du Périgord Noir est le produit d'un double mouvement : l'effondrement des activités productives concurrentielles d'un côté, accentué ici par des restructurations industrielles (un risque pèse actuellement sur l'entreprise de papeterie Condat), et la progression très rapide et supérieure aux tendances régionale et nationale de la sphère présente de l'autre. Le dynamisme de l'économie présente a ainsi permis de compenser les très lourdes pertes enregistrées dans la sphère productive exportatrice, sans pour autant engendrer une réelle vitalité économique.

Sur la période récente, la « Grande récession » entamée en 2008 a été brutalement ressentie localement. Le tissu économique a été très lourdement impacté par le premier choc récessif de 2008-2009 impulsé par la crise financière internationale et le second cycle récessif engendré par la crise des dettes souveraines entre 2011 et 2014. Et il n'a pas réussi à tirer profit des deux cycles de reprise qui se sont succédés entre 2009-2011 et 2014-2017 avec respectivement une stagnation des effectifs lors du premier et même une baisse lors du second. Au final, le territoire a perdu presque 1 600 emplois salariés durant cette période.

Les motifs de ces piètres performances de court terme sont beaucoup moins à rechercher du côté de son orientation économique légèrement défavorable que de son effet local, très négatif. Ce dernier marque les difficultés du territoire à mobiliser ses capacités propres, ses ressources spécifiques, pour provoquer un rebond de sa dynamique économique. Il interroge la structuration et l'efficacité de l'écosystème local, en matière de coordination des acteurs, intégration des entreprises dans des réseaux, capacités d'innovation ... L'état des performances économiques du territoire tant sur le long terme que sur le court terme, sont bien la preuve d'une véritable érosion de ses forces productives concurrentielles, et plus largement d'une certaine atonie économique générale. Ce que corrobore l'état et la dynamique du tissu d'entreprises. Ce dernier se caractérise non seulement par sa forte fragmentation, mais aussi par une faible capacité de renouvellement, illustrée par la faiblesse du taux de création d'établissements et l'ancienneté du tissu d'entreprises.

Tarissement de l'attractivité résidentielle, vieillissement accentué de la population

La dynamique démographique du territoire demeure mitigée. En augmentation constante depuis les années 60, la population a cru à un rythme modéré, pénalisé par un solde naturel largement négatif (qui fait écho au vieillissement prononcé de la population) mais portée par une attractivité résidentielle remarquable. Fait nouveau, entre 2010 et 2015, le territoire perd des habitants (740) en raison d'une détérioration de son solde migratoire et d'un déficit naturel croissant. La redynamisation de la population demeure vitale car son vieillissement déjà très avancé risque de compromettre le renouvellement de la main d'œuvre dans les années à venir.

L'état du parc de logements ne contribue sans doute pas à renforcer l'attractivité du territoire. Son ancienneté et le niveau élevé de la vacance révèlent probablement une qualité déclinante du parc, inadaptée à la demande contemporaine. Mis en lien avec le niveau de revenu des ménages, l'ancienneté du parc laisse aussi entrevoir des risques de précarité énergétique. A contrario, facteur d'attractivité, le niveau d'équipements apparaît quantitativement plutôt satisfaisant pour la plupart des équipements les plus courants hormis dans le domaine de la santé. Il semble cependant défaillant pour les équipements de la gamme supérieure (sous-représentation de certaines spécialités médicales, d'agences de travail temporaire notamment).



Un modèle de développement à diversifier

D'importantes fragilités sociales

Le fonctionnement socio-économique général du territoire, synthétisé par son modèle de développement, et sa dynamique économique sont aujourd'hui vecteurs d'un niveau de cohésion sociale largement défavorable. Le niveau de qualification de la population, bien qu'en progression comme partout ailleurs, apparaît faible, marqué par une sur-représentation des populations sans diplôme qualifiant et une sous-représentation de celles diplômées du supérieur, chez les jeunes comme chez les plus âgés. Le niveau de précarité des conditions d'emploi est élevé (temps partiel et contrats courts sont répandus), de même que l'intensité du chômage qui, par ailleurs, s'est davantage dégradée que dans les territoires de comparaison durant la crise. De surcroît, la distribution du revenu des ménages apparaît elle aussi nettement défavorable. Toutes les catégories de ménage, des plus pauvres aux plus aisés, affichent un niveau de revenu bas, inférieur aux moyennes de comparaison, dessinant une structure sociale plutôt homogène – c'est-à-dire peu inégalitaire. Enfin, les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté sont relativement nombreux (17,5 % des ménages en 2015) et de surcroît, sont plus pauvres que dans les territoires de même catégorie et qu'en région. La faiblesse généralisée du niveau de vie des ménages comprime leur capacité de consommer et limite le développement de l'économie présentielle.

Des pistes de développement pour sortir d'une spirale défavorable

Il s'agit pour le Périgord Noir de ne pas s'enfermer dans une dépendance trop prononcée au levier touristique. D'une part, parce qu'il demeure un levier fragile et exposé à de possibles retournements (le secteur hébergement-restauration a perdu une centaine d'emplois entre 2008 et 2017 sur le territoire). Et d'autre part parce qu'il est le plus souvent vecteur d'une forte précarisation des conditions d'emploi qui peut être source d'une accentuation des problèmes sociaux. Il apparaît donc vital pour le territoire de rééquilibrer ses moteurs de développement.

La recherche d'équilibre pour enrayer le processus de spécialisation passera nécessairement par la réponse à quatre grands types d'enjeux :

- **Redynamiser la composante productive concurrentielle** du territoire afin d'accroître la valeur ajoutée locale. Des marges de manœuvre pour le territoire semblent à cet égard résider dans la structuration d'un véritable écosystème local et stimuler la croissance des entreprises locales.
- **Diversifier les leviers résidentiels** du modèle de développement du territoire :
 - o **en confirmant son attractivité touristique**, tout en cherchant à réguler ses effets secondaires (précarisation des conditions d'emploi, hausse du coût du foncier et de l'immobilier, conflits d'usage...) et en étendant la saison touristique ;
 - o **en stimulant son attractivité résidentielle**. Il s'agit d'attirer de façon privilégiée des actifs qualifiés et des jeunes pour freiner le processus de vieillissement, assurer le renouvellement de la main d'œuvre et favoriser le redressement économique et l'innovation. L'intensification de l'attractivité pourrait s'accompagner d'une activation du levier « pendulaire », aujourd'hui modérément développé.
- **Soutenir la consommation locale** pour redynamiser l'économie présentielle en luttant contre le phénomène d'évasion commerciale et continuant à étendre la saison touristique.
- **Accompagner l'adaptation des compétences, la montée en qualification de la population et son insertion**. La structuration de l'écosystème local doit, pour ce faire, prendre en compte la dimension orientation/formation/emploi et intégrer les acteurs de l'ESS pour leurs capacités d'insertion et de mise en évidence de nouveaux gisements d'emploi.